

Texte original

Convention pour la prévention et la répression du crime du génocide

Conclue à New York le 9 décembre 1948

Les Parties contractantes

Considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par sa résolution 96 (I) en date du 11 décembre 1946, a déclaré que le génocide est un crime du droit des gens, en contradiction avec l'esprit et les fins des Nations Unies et que le monde civilisé condamne,

Reconnaissant qu'à toutes les périodes de l'histoire le génocide a infligé de grandes pertes à l'humanité,

Convaincues que pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux la coopération internationale est nécessaire,

conviennent de ce qui suit:

Art. I

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Art. II

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

- a) meurtre de membres du groupe;
- b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Art. III

Seront punis les actes suivants:

- a) le génocide;
- b) l'entente en vue de commettre le génocide;
- c) l'incitation directe et publique à commettre le génocide;
- d) la tentative de génocide;
- e) la complicité dans le génocide.

Art. IV

Les personnes ayant commis le génocide ou l'un quelconque des autres actes énumérés à l'art. III seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

Art. V

Les Parties contractantes s'engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention, et notamment à prévoir des sanctions pénales efficaces frappant les personnes coupables de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'art. III.

Art. VI

Les personnes accusées de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'art. III seront traduites devant les tribunaux compétents de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été commis ou devant la Cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des Parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction.

Art. VII

Le génocide et les autres actes énumérés à l'art. III ne seront pas considérés comme des crimes politiques pour ce qui est de l'extradition.

Les Parties contractantes s'engagent en pareil cas à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

Art. VIII

Toute Partie contractante peut saisir les organes compétents des Nations Unies afin que ceux-ci prennent, conformément à la Charte des Nations Unies, les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression des actes de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'art. III.

Art. IX

Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un Etat en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'art. III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une Partie au différend.

Art. X

La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, portera la date du 9 décembre 1948.

Art. XI

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre à qui l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

A partir du 1^{er} janvier 1950, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Art. XII

Toute Partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, étendre l'application de la présente Convention à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige les relations extérieures.

Art. XIII

Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le Secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copies de ce procès-verbal à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non-membres visés par l'art. XI.

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

Toute ratification ou adhésion effectuée ultérieurement à la dernière date prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. XIV

La présente Convention aura une durée de dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Elle restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

Art. XV

Si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties à la présente Convention se trouve ramené à moins de seize, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Art. XVI

Une demande de révision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général.

L'Assemblée générale statuera sur les mesures à prendre, s'il y a lieu, au sujet de cette demande.

Art. XVII

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés par l'art. XI:

- a) les signatures, ratifications et adhésions reçues en application de l'art. XI;
- b) les notifications reçues en application de l'art. XII;
- c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, en application de l'art. XIII;
- d) les dénonciations reçues en application de l'art. XIV;
- e) l'abrogation de la Convention en application de l'art. XV;
- f) les notifications reçues en application de l'art. XVI.

Art. XVIII

L'original de la présente Convention sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

Une copie certifiée conforme sera adressée à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres visés par l'art. XI.

Art. XIX

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 24 février 2006³

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|-----------------------|--|--------|---------------------------|------|
| Afghanistan | 22 mars | 1956 A | 20 juin | 1956 |
| Afrique du Sud | 10 décembre | 1998 A | 10 mars | 1999 |
| Albanie* | 12 mai | 1955 A | 10 août | 1955 |
| Algérie* | 31 octobre | 1963 A | 29 janvier | 1964 |
| Allemagne** | 24 novembre | 1954 A | 22 février | 1955 |
| Antigua et Barbuda | 25 octobre | 1988 S | 1 ^{er} novembre | 1981 |
| Arabie Saoudite | 13 juillet | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Argentine* | 5 juin | 1956 A | 3 septembre | 1956 |
| Arménie | 23 juin | 1993 A | 19 septembre | 1993 |
| Australie | 8 juillet | 1949 | 12 janvier | 1951 |
| Autriche | 19 mars | 1958 A | 17 juin | 1958 |
| Azerbaïdjan | 16 août | 1996 A | 14 novembre | 1996 |
| Bahamas | 5 août | 1975 S | 10 juillet | 1973 |
| Bahreïn* | 27 mars | 1990 A | 25 juin | 1990 |
| Bangladesh* | 5 octobre | 1998 A | 3 janvier | 1999 |
| Barbade | 14 janvier | 1980 A | 13 avril | 1980 |
| Bélarus* | 11 août | 1954 | 9 novembre | 1954 |
| Belgique | 5 septembre | 1951 | 4 décembre | 1951 |
| Belize | 10 mars | 1998 A | 8 juin | 1998 |
| Bolivie | 14 juin | 2005 | 12 septembre | 2005 |
| Bosnie et Herzégovine | 29 décembre | 1992 S | 6 mars | 1992 |
| Brésil | 15 avril | 1952 | 14 juillet | 1952 |
| Bulgarie* | 21 juillet | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Burkina Faso | 14 septembre | 1965 A | 13 décembre | 1965 |
| Burundi | 6 janvier | 1997 A | 6 avril | 1997 |
| Cambodge | 14 octobre | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Canada | 3 septembre | 1952 | 2 décembre | 1952 |
| Chili | 3 juin | 1953 | 1 ^{er} septembre | 1963 |
| Chine* | 18 avril | 1983 | 17 juillet | 1983 |
| Hong Kong | 6 juin | 1997 | 1 ^{er} juillet | 1997 |
| Macao | 17 décembre | 1999 | 20 décembre | 1999 |
| Chine (Taiwan) | 19 juillet | 1951 | 17 octobre | 1951 |
| Chypre** | 29 mars | 1982 A | 27 juin | 1982 |
| Colombie | 27 octobre | 1959 | 25 janvier | 1960 |
| Comores | 27 septembre | 2004 A | 26 décembre | 2004 |
| Congo (Kinshasa) | 31 mai | 1962 S | 30 juin | 1960 |
| Corée (Nord) | 31 janvier | 1989 A | 1 ^{er} mai | 1989 |
| Corée (Sud) | 14 octobre | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Costa Rica | 14 octobre | 1950 A | 12 janvier | 1951 |

³ Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.eda.admin.ch/eda/f/home/foreign/intagr/database.html>).

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | Entrée en vigueur |
|----------------------|--|-------------------|
| Côte d'Ivoire | 18 décembre 1995 A | 17 mars 1996 |
| Croatie** | 12 octobre 1992 S | 8 octobre 1991 |
| Cuba | 4 mars 1953 | 2 juin 1953 |
| Danemark** | 15 juin 1951 | 13 septembre 1951 |
| Egypte | 8 février 1952 | 8 mai 1952 |
| El Salvador | 28 septembre 1950 | 12 janvier 1951 |
| Emirats arabes unis* | 11 novembre 2005 A | 9 février 2006 |
| Equateur | 21 décembre 1949 | 12 janvier 1951 |
| Espagne* ** | 13 septembre 1968 A | 12 décembre 1968 |
| Estonie* | 21 octobre 1991 A | 19 janvier 1992 |
| Etats-Unis* | 25 novembre 1988 | 23 février 1989 |
| Ethiopie | 1 ^{er} juillet 1949 | 12 janvier 1951 |
| Fidji | 11 janvier 1973 S | 10 octobre 1970 |
| Finlande* ** | 18 décembre 1959 A | 17 mars 1959 |
| France | 14 octobre 1950 | 12 janvier 1951 |
| Gabon | 21 janvier 1983 A | 21 avril 1983 |
| Gambie | 29 décembre 1978 A | 29 mars 1979 |
| Géorgie | 11 octobre 1993 A | 9 janvier 1994 |
| Ghana | 24 décembre 1958 A | 24 mars 1959 |
| Grèce** | 8 décembre 1954 | 8 mars 1955 |
| Guatemala | 13 janvier 1950 | 12 janvier 1951 |
| Guinée | 7 septembre 2000 A | 6 décembre 2000 |
| Haïti | 14 octobre 1950 | 12 janvier 1951 |
| Honduras | 5 mars 1952 | 3 juin 1952 |
| Hongrie* | 7 janvier 1952 A | 6 avril 1952 |
| Inde* | 27 août 1959 | 25 novembre 1959 |
| Iran | 14 août 1956 | 12 novembre 1956 |
| Iraq | 20 janvier 1959 A | 20 avril 1959 |
| Irlande** | 22 juin 1976 A | 20 septembre 1976 |
| Islande | 29 août 1949 | 12 janvier 1951 |
| Israël | 9 mars 1950 | 12 janvier 1951 |
| Italie** | 4 juin 1952 A | 2 septembre 1952 |
| Jamaïque* | 23 septembre 1968 A | 22 décembre 1968 |
| Jordanie | 3 avril 1950 A | 12 janvier 1951 |
| Kazakhstan | 26 août 1998 A | 24 novembre 1998 |
| Kirghizistan | 5 septembre 1997 A | 4 décembre 1997 |
| Koweït | 7 mars 1995 A | 5 juin 1995 |
| Laos | 8 décembre 1950 A | 8 mars 1951 |
| Lesotho | 29 novembre 1974 A | 27 février 1975 |
| Lettonie | 14 avril 1992 A | 13 juillet 1992 |
| Liban | 17 décembre 1953 | 7 mars 1954 |
| Libéria | 9 juin 1950 | 12 janvier 1951 |
| Libye | 16 mai 1989 A | 14 août 1989 |
| Liechtenstein | 24 mars 1994 A | 22 juin 1994 |

| Etats parties | Ratification | | Entrée en vigueur | |
|---------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-------------------------|------|
| | Adhésion (A) | Déclaration de succession (S) | | |
| Lituanie | 1 ^{er} février | 1996 A | 1 ^{er} mai | 1996 |
| Luxembourg | 7 octobre | 1981 A | 5 janvier | 1982 |
| Macédoine | 18 janvier | 1994 S | 17 septembre | 1991 |
| Malaisie* | 20 décembre | 1994 A | 20 mars | 1995 |
| Maldives | 24 avril | 1984 A | 23 juillet | 1984 |
| Mali | 16 juillet | 1974 A | 14 octobre | 1974 |
| Maroc* | 24 janvier | 1958 A | 24 avril | 1958 |
| Mexique** | 22 juillet | 1952 | 20 octobre | 1952 |
| Moldova | 26 janvier | 1993 A | 26 avril | 1993 |
| Monaco | 30 mars | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Mongolie* | 5 janvier | 1967 A | 5 avril | 1967 |
| Mozambique | 18 avril | 1983 A | 17 juillet | 1983 |
| Myanmar* | 14 mars | 1956 | 12 juin | 1956 |
| Namibie | 28 novembre | 1994 A | 26 février | 1995 |
| Népal | 17 janvier | 1969 A | 17 avril | 1969 |
| Nicaragua | 29 janvier | 1952 A | 28 avril | 1952 |
| Norvège** | 22 juillet | 1949 | 12 janvier | 1951 |
| Nouvelle-Zélande | 28 décembre | 1978 | 28 mars | 1979 |
| Ouganda | 14 novembre | 1995 A | 12 février | 1996 |
| Ouzbékistan | 9 septembre | 1999 A | 8 décembre | 1999 |
| Pakistan | 12 octobre | 1957 | 10 janvier | 1958 |
| Panama | 11 janvier | 1950 | 12 janvier | 1951 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 27 janvier | 1982 A | 27 avril | 1982 |
| Paraguay | 3 octobre | 2001 | 1 ^{er} janvier | 2002 |
| Pays-Bas* ** | 20 juin | 1966 A | 18 septembre | 1966 |
| Pérou | 24 février | 1960 | 14 mai | 1960 |
| Philippines* | 7 juillet | 1950 | 12 janvier | 1951 |
| Pologne* | 14 novembre | 1950 A | 12 février | 1951 |
| Portugal* ** | 9 février | 1999 A | 10 mai | 1999 |
| République tchèque* | 22 février | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Roumanie* | 2 novembre | 1950 A | 31 janvier | 1951 |
| Royaume-Uni* ** | 30 janvier | 1970 A | 30 avril | 1970 |
| Russie* | 3 mai | 1954 | 1 ^{er} août | 1954 |
| Rwanda* | 16 avril | 1975 A | 15 juillet | 1975 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 9 novembre | 1981 A | 7 février | 1982 |
| Sénégal | 4 août | 1983 A | 2 novembre | 1983 |
| Serbie-et-Monténégro* | 12 mars | 2001 A | 10 juin | 2001 |
| Seychelles | 5 mai | 1992 A | 3 août | 1992 |
| Singapour* | 18 août | 1995 A | 16 novembre | 1995 |
| Slovaquie* | 28 mai | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Slovénie | 6 juillet | 1992 S | 25 juin | 1991 |
| Soudan | 13 octobre | 2003 A | 11 janvier | 2004 |
| Sri Lanka** | 12 octobre | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Suède* ** | 27 mai | 1952 | 25 août | 1952 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|-------------------|--|--------|-------------------|------|
| Suisse | 7 septembre | 2000 A | 6 décembre | 2000 |
| Syrie | 25 juin | 1955 A | 23 septembre | 1955 |
| Tanzanie | 5 avril | 1984 A | 4 juillet | 1984 |
| Togo | 24 mai | 1984 A | 22 août | 1984 |
| Tonga | 16 février | 1972 A | 16 mai | 1972 |
| Trinité-et-Tobago | 13 décembre | 2002 A | 13 mars | 2003 |
| Tunisie | 29 novembre | 1956 A | 27 février | 1957 |
| Turquie | 31 juillet | 1950 A | 12 janvier | 1951 |
| Ukraine* | 15 novembre | 1954 | 13 février | 1955 |
| Uruguay | 11 juillet | 1967 | 9 octobre | 1967 |
| Venezuela* | 12 juillet | 1960 A | 10 octobre | 1960 |
| Vietnam* | 9 juin | 1981 A | 7 septembre | 1981 |
| Yémen* | 9 février | 1987 A | 10 mai | 1987 |
| Zimbabwe | 13 mai | 1991 A | 11 août | 1991 |

* Réserves et déclarations.

** Objections.

Les réserves, déclarations et objections ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet des Nations Unies: <http://untreaty.un.org/> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

